



**Chronos- Revue d'Histoire de l'Université de Balamand, is a bi-annual Journal published in three languages (Arabic, English and French). It deals particularly with the History of the ethnic and religious groups of the Arab world.**

**Journal Name:** Chronos

**ISSN:** 1608-7526

**Title:** A Page in the History of the Communist Rule in Romania: the Suppression of the Greek-Catholic Church

**Author(s):** Christina-Diana Zotea

**To cite this document:**

Zotea, C.-D. (2018). A Page in the History of the Communist Rule in Romania: the Suppression of the Greek-Catholic Church. *Chronos*, 33, 55-78.  
<https://doi.org/10.31377/chr.v33i0.93>

**Permanent link to this document:** DOI: <https://doi.org/10.31377/chr.v33i0.93>

Chronos uses the Creative Commons license CC BY-NC-SA that lets you remix, transform, and build upon the material for non-commercial purposes. However, any derivative work must be licensed under the same license as the original.



## UNE PAGE DANS L'HISTOIRE DU RÉGIME COMMUNISTE EN ROUMANIE : LA SUPPRESSION DE L'ÉGLISE GRÉCO-CATHOLIQUE

CHRISTINA-DIANA ZOTEA<sup>1</sup>

Entre 1948-1989, l'Église gréco-catholique de Roumanie (Église unie à Rome mais restée de rite byzantin) a cessé d'exister officiellement, suite à sa « réintégration » par la force dans l'Église orthodoxe roumaine (Mahieu 2004 : 94). Le terme « réintégration » était utilisé par la propagande officielle du régime pour faire référence à la position de l'Église orthodoxe roumaine face à l'Église gréco-catholique. Conformément à la hiérarchie orthodoxe, la « réintégration » de celle-ci dans l'Église orthodoxe mettait fin à la séparation causée par l'union avec Rome de 1701. Par conséquent, le clergé et les fidèles uniates se sont vus obligés d'avoir à faire le choix entre la conversion à l'orthodoxie et le refus, avec pour conséquences, dans le second cas, la persécution et l'emprisonnement (Mahieu 2004 : 94).

L'Église gréco-catholique a été créée dans le contexte de la Contre-Réforme et de l'intégration de la Transylvanie dans l'Empire habsbourgeois (Gillet 1997 : 479). Le Diplôme Léopoldien émis en 1691<sup>2</sup> reconnaît les droits des quatre religions *recepta* (acceptées), catholique romaine, luthérienne, calviniste et unitarienne, et les privilèges des trois nations (hongroise, saxonne et sicule)<sup>3</sup>, tout en excluant la population roumaine, majoritaire en Transylvanie et de confession orthodoxe. En 1692, l'empereur Léopold I

---

<sup>1</sup> Chercheuse indépendante.

<sup>2</sup> <http://www.culte.gov.ro/biserica-romn-unita-cu-roma-greco-catoli>.

<sup>3</sup> Le 16 septembre 1437, les trois classes privilégiées de Transylvanie, voire la noblesse (dont la majorité était hongroise), la bourgeoisie saxonne et les Sicules, concluent un pacte d'aide mutuelle, appelé « *Unio Trium Nationum* » (Union des Trois Nations). Les Roumains sont restés exclus de la vie politique et sociale de la Transylvanie, tout en étant considérés comme une nation « tolérée » dont la confession n'était pas reconnue au plan officiel.

confirme aux prêtres orthodoxes les mêmes droits dont jouissait le clergé catholique romain à condition qu'ils acceptent l'union avec Rome<sup>4</sup>.

Dans ce contexte, l'idée de l'union surgit. Le synode d'Alba Iulia de 1697 a accepté les quatre principes obligatoires de l'union : la primauté du Pape, le purgatoire, la communion au pain azyme et le Filioque (concernant la procession du Saint-Esprit)<sup>5</sup>. En revanche, les Roumains uniates allaient recevoir la garantie du respect du rite oriental, du calendrier, de l'élection des évêques par le synode (reconnus ultérieurement par le Pape et l'empereur), de l'égalité en droits du clergé et des fidèles uniates avec le clergé et les fidèles de l'Église romano-catholique<sup>6</sup>. Plus tard, en 1699, un nouveau Diplôme Léopoldien (le premier Diplôme de l'union) fut émis par lequel on garantit « l'égalité des 'Grecs', c'est-à-dire des orthodoxes passés sous la juridiction de Rome, avec les catholiques romains » (Gillet 1997 : 479). L'union fut confirmée en 1701 par le second Diplôme.

L'Église gréco-catholique a continué d'exister jusqu'à la fin de l'année 1948 quand elle fut brutalement supprimée par le gouvernement communiste dirigé par Petru Groza<sup>7</sup>. Le premier gouvernement pro-communiste est instauré le 6 mars 1945. Il allait diriger le royaume de Roumanie vers la République populaire roumaine, après l'abdication du roi Michel en décembre 1947. Cet article est consacré à la situation de l'Église gréco-catholique roumaine lors de la montée progressive du régime communiste en Roumanie durant les années 1940, quand a commencé sa lutte pour la survie dans la clandestinité.

Le texte comporte deux parties : la première est consacrée au processus de suppression de cette institution religieuse et la deuxième à la réaction et aux formes de résistance des fidèles et du clergé face au régime politique en place. Pour retracer le sort de l'Église en 1948, nous avons fait appel à plusieurs types de sources : des documents juridiques, des journaux de l'époque (tel le *Scînteia*, l'organe officiel du Parti communiste roumain) et des travaux consacrés à la relation entre les cultes et le régime communiste, et que nous citons en bibliographie. Nous avons aussi eu recours à des documents d'archive (Archives nationales de Roumanie, Archive du Conseil national

---

<sup>4</sup> <http://www.culte.gov.ro/biserica-romn-unita-cu-roma-greco-catoli>.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Premier ministre du pays pendant quatre gouvernements successifs (6 mars 1945-30 novembre 1946 ; 1 décembre 1946-30 décembre 1947 ; 30 décembre 1947-14 avril 1948 ; 15 avril 1948-2 juin 1952).

pour l'étude des archives de la *Securitate*<sup>8</sup>), qui ont permis d'identifier les formes de résistance et les pratiques clandestines de cette Église.

L'instauration du régime communiste dans les années 1944-1948 a marqué le début d'une période dramatique dans l'histoire de la société roumaine. Le changement de régime a affecté tout autant les institutions laïques que religieuses. L'un des buts du Parti communiste roumain a d'abord été de créer une culture de type soviétique qui allait être, selon le discours officiel, une œuvre de la classe ouvrière (Vasile 2009 : 367). Mais l'offensive communiste contre les cultes religieux ne commença pas immédiatement. Les communistes ont d'abord tenté de consolider leur position sur la scène politique roumaine<sup>9</sup> et de gagner l'appui de l'institution religieuse majoritaire, l'Église orthodoxe roumaine, qui jouissait de la confiance et du respect des Roumains. Pendant cette période, le nouveau pouvoir reconnut aussi plusieurs cultes néo-protestants : les baptistes (1<sup>er</sup> novembre 1944), les adventistes du septième jour (3 juin 1946), les stylistes<sup>10</sup> (3 juin 1946), les lipovènes<sup>11</sup> (13 septembre 1946), les Assemblées des Frères (9 novembre 1946), les adventistes réformés (5 mars 1947) et l'Église pentecôtiste (3 juin 1947) (Ionescu-Gură 2005 : 384). Cette *faveur* faite aux cultes néo-protestants eut le rôle de créer l'illusion d'un vrai régime « démocratique », qui respectait le choix religieux de chaque citoyen du pays. Tous les autres cultes jouissaient déjà de la reconnaissance officielle (conformément à la loi relative au régime général des cultes de 1928 et toujours en vigueur) : orthodoxe, catholique romain (de rite latin, oriental et arménien), grégorien-arménien, réformé ou calviniste, évangélique luthérien, unitarien, mosaïque (avec ses différents rites) et musulman.

Une fois leur pouvoir consolidé, les communistes déclenchèrent une véritable offensive contre les cultes religieux. Pour eux, l'Église majoritaire

---

<sup>8</sup> Le terme « *Securitate* » désigne la police politique secrète roumaine pendant la période communiste. La « Direction générale de la sécurité du peuple » (le nom officiel de la *Securitate*) a été créée par le décret n° 221 du 30 août 1948 (Décret n° 221 pour la constitution et l'organisation de la Direction générale de la sécurité du peuple, publié dans le *Moniteur officiel*, n° 200 du 30 août 1948). À partir du 1951, la *Securitate* sera appelée « Direction générale de la sécurité de l'État » (Décret n° 50 du 30 mars 1951).

<sup>9</sup> Durant l'entre-deux-guerres, le parti communiste fut absent de la vie politique roumaine, d'autant plus qu'il avait été interdit par le gouvernement libéral en 1924 ; il ne comptait alors que 80 membres à Bucarest et moins que 1000 dans tout le pays (Tismaneanu 2005 : 109).

<sup>10</sup> Les stylistes sont apparus lors du passage de l'Église orthodoxe roumaine du calendrier julien à celui grégorien en 1924 ; ceux-ci ont gardé l'ancien calendrier.

<sup>11</sup> Des orthodoxes du vieux rite.

était une institution « mystique »<sup>12</sup>, « obscurantiste », un obstacle qui entravait le développement de l'État et qui devait être éliminé. C'est dire que la menace n'était pas seulement représentée par l'Église orthodoxe, mais aussi par l'Église gréco-catholique, qui, de l'avis des représentants du pouvoir, maintenait des contacts « dangereux » avec les États « impérialistes », ces relations pouvant mettre en danger la sécurité du régime politique. Cette Église allait ainsi devenir la victime d'une guerre non déclarée, menée par l'État communiste contre les cultes religieux, leur clergé et les fidèles ayant à payer le prix de leur résistance au régime.

### **La suppression de l'Église gréco-catholique de Roumanie : un processus en étapes**

La suppression de l'Église uniате de Roumanie ne fut pas à l'origine une idée des communistes roumains. Elle trouva son modèle dans l'exemple soviétique dont le but était de semer la discorde entre les cultes pour diminuer leur capacité de résistance. « *Divide et impera* » a été l'un des principes directeurs qui ont défini la position du pouvoir communiste par rapport aux Églises (Vasile 2003 : 43). Tout en respectant le modèle soviétique, « les autorités communistes de l'Europe de l'Est ont cherché à créer des conflits entre le clergé inférieur et les fidèles et la hiérarchie, à spéculer les divergences entre les catholiques [quel que soit le rite, oriental ou romain], d'un côté, et orthodoxes ou protestants, de l'autre » (Vasile 2003 : 44). D'ailleurs, cette stratégie a été mise en pratique pour la première fois dans l'Union soviétique où les Bolchéviques avaient appuyé l'Église rénovationniste dite « vivante »<sup>13</sup>. Une méthode pareille a été appliquée dans les pays faisant partie de la sphère d'influence de l'U.R.S.S. où les soviétiques avaient décidé de *nourrir* les conflits entre les orthodoxes et gréco-catholiques. Le premier pas vers ce but a été la mise en place de l'isolement de l'Église catholique du Saint-Siège : à la fin de l'année 1946, lors de la séance du Conseil pour les affaires de l'Église Orthodoxe Russe<sup>14</sup>, a été

---

<sup>12</sup> Ce terme et tous ceux qui suivent et qui sont placés entre guillemets sont ceux que les autorités communistes utilisaient pour désigner leur politique anticléricale.

<sup>13</sup> Branche dissidente de l'orthodoxie russe créée en 1922 par des prêtres d'orientation pro-marxiste et soutenue par le pouvoir soviétique afin de donner naissance à une scission à l'intérieur de l'Église orthodoxe russe (Banica 2007 : 109).

<sup>14</sup> Organe qui maintenait le contact entre le pouvoir communiste et l'Église orthodoxe russe, créé en 1943.



créé le programme de la lutte contre le Vatican qui prévoyait la suppression de l'Église unie à Rome de l'Union soviétique et la mise en place des actions similaires dans certains pays en dehors des frontières de l'U.R.S.S. (Vasile 2003 : 53). Par conséquent, le plan de Moscou était celui de déterminer les Églises catholiques romaine et de rite oriental de mettre fin à leurs liens avec le Vatican (Vasile 2003 : 53) considéré comme l'un des « défenseurs du fascisme » ou de « l'impérialisme américain » (Vasile 2003 : 52). En juin 1948, pendant la deuxième réunion du Kominform<sup>15</sup>, « ont été tracées les instructions à suivre concernant les rapports des communistes face à la religion et l'Église : l'Église catholique allait être forcée d'interrompre ses liens avec le Saint-Siège, celles de rite oriental devaient être supprimées, tandis que les Églises orthodoxes et protestantes allaient être soumises aux intérêts communistes que ça soit par la terreur ou par d'autres moyens » (Vasile 2003 : 53).

La première action de *réintégration* confessionnelle eût lieu en Ukraine où en 1946 l'union de Brest-Litovsk de 1596<sup>16</sup> fut annulée. Staline avait alors justifié sa décision par la supposée collaboration des habitants de Galicie, qui étaient majoritairement uniates et dont le nombre était élevé — 4 048 515 fidèles en 1946 (Mahieu 2004 : 97) —, avec les nazis qui avaient occupé la région jusqu'en 1944. Quelques années plus tard, en 1950, le même processus eût lieu en Tchécoslovaquie. Mais l'« unification »<sup>17</sup> des Églises n'a pas duré longtemps grâce au décret n° 70/1968 émis par le gouvernement Dubček. Les seuls États où l'Église uniate a survécu aux régimes communistes ont été la Yougoslavie, la Hongrie et la Bulgarie : le nombre des fidèles étant assez bas dans ces pays, ils ne représentaient pas une menace pour les autorités tributaires de Moscou. Par exemple, en Hongrie, il y avait 240 000 paroissiens, tandis qu'en Bulgarie il n'y avait que quelques milliers (Vasile 2003 : 63-64).

En Roumanie, l'idée du rapprochement des deux Églises n'était pas nouvelle, elle datait de l'entre-deux-guerres. Ceux qui étaient les partisans du rapprochement entre les orthodoxes et les gréco-catholiques voulaient une Église « roumaine », nationale, qui ne soit ni orthodoxe, ni catholique (Vasile 2003 : 69). Une tentative dans ce sens avait eut lieu en 1918, à l'occasion de

---

<sup>15</sup> Bureau d'information des partis communistes et ouvriers.

<sup>16</sup> Union qui marque l'entrée dans la juridiction de l'Église de Rome d'une partie de l'Église orthodoxe des provinces ruthènes de la République polono-lituanienne, situées majoritairement dans la Biélorussie et l'Ukraine actuelles.

<sup>17</sup> Terme utilisé par les autorités communistes et ecclésiastiques pour faire référence à l'union des Églises orthodoxe et gréco-catholique.

la nomination d'un nouveau métropolite de Sibiu. Mais la personne choisie pour occuper cette fonction, Vasile Suciu, le métropolite non consacré de Blaj, n'avait pas accepté de renoncer aux quatre points de litige mentionnés plus haut entre l'Église orthodoxe et l'Église catholique (Damsa 1994 : 234), ceux-là mêmes qui avaient séparé Rome de Constantinople depuis le moment du schisme de 1054, à savoir : reconnaître l'autorité du pape de Rome, reconnaître l'existence du purgatoire, accepter la question du *Filioque* et reconnaître la validité de la célébration de l'eucharistie avec du pain azyme.

Probablement, ce désir de rétablir l'unité confessionnelle en Roumanie n'a pas pu être réalisé aussi à cause du Concordat entre le Saint-Siège et l'État roumain, signé en 1927 : « Par ce traité, l'Église catholique romaine devenait un culte privilégié en Roumanie, tandis que l'Église uniate perdait son rang d'Église nationale (qu'elle détenait avec l'Église orthodoxe) et devenait un simple rite de l'Église Catholique-Romaine » (La métropole orthodoxe roumaine de Cluj, d'Alba, de Crişana et de Maramures 2006 : 5). Quoi qu'il en soit, le 27 février 1939, eut lieu la dernière tentative officielle de réaliser l'unité confessionnelle. Suite à l'initiative commune du métropolite Nicolae Balan de Sibiu et du métropolite gréco-catholique Alexandru Nicolescu de Blaj, une grande assemblée nationale ecclésiastique, dont le but était de soutenir l'union des deux Églises, eut lieu à Alba Iulia. Mais l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale a empêché l'initiative des deux hiérarques (Vasile 2003 : 75).

Les relations entre la hiérarchie orthodoxe et celle gréco-catholique ont connu une nouvelle dimension après le 23 août 1944. Le danger imminent de la menace soviétique a déterminé certains évêques de surmonter les divergences religieuses : un exemple dans ce sens est représenté par le rapprochement entre l'évêque Nicolae Colan de Cluj et l'évêque gréco-catholique de Cluj-Gherla, Iuliu Hossu, qui partageaient la peur des autres hiérarques roumains par rapport au communisme. Ce rapprochement causait des soucis aux membres de la *Securitate* qui considéraient que son but était la défense des « intérêts communs qu'ils [les deux hiérarques] représentaient, c'est-à-dire les intérêts du groupe dominant se trouvant en tête du pays : la Bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers roumains » (ACNSAS, Microfilm 32609 : 14)<sup>18</sup>.

---

<sup>18</sup> Traduction de l'auteur.

De manière générale, les partisans gréco-catholiques de l'union avec les orthodoxes voulaient la constitution d'une patriarchie sous l'autorité du Pape. À son tour, conformément à une note informative<sup>19</sup> du 4 septembre 1945, le clergé orthodoxe roumain n'était pas contre l'union, mais il n'acceptait pas la thèse de l'infaillibilité papale (Vasile 2003 : 100). Finalement, les différences dogmatiques et les relations tendues du passé ont empêché la réalisation de l'union confessionnelle.

À partir de 1945, l'Église gréco-catholique a commencé à avoir une attitude réservée par rapport au gouvernement dominé par les communistes (Vasile 2003 : 105). Cela fut évident à l'occasion du Congrès général des prêtres du 16 au 17 octobre 1945 où les uniates ont été faiblement représentés (Vasile 2003 : 106). De plus, les prélats uniates ont interdit aux prêtres d'adhérer aux organisations comme l'ARLUS<sup>20</sup> ou encore l'Union des prêtres démocrates de Roumanie (UPDR)<sup>21</sup> à la tête de laquelle se trouvait, à partir du 9 Mars 1945, le prêtre orthodoxe Constantin Burducea, ministre des Cultes (Vasile 2003: 105).

Vu son attitude prudente par rapport au régime et ses liens permanents avec les États « impérialistes », les autorités ont décidé d'utiliser de nouvelles lois (qui seront mentionnées ci-dessous) pour mettre en pratique l'ordre reçu de Moscou, la suppression de l'Église gréco-catholique. Les communistes ont commencé leur offensive en remplaçant l'ancienne loi fondamentale de 1923 — conformément à laquelle l'Église orthodoxe roumaine était « dominante dans l'État roumain », tandis que l'Église gréco-catholique avait « la préséance sur les autres cultes » (Art. 22)<sup>22</sup> —, par la Constitution de 1948 qui ne prévoyait que l'État garantissait la liberté de la conscience et la liberté religieuse (Art. 27). La seule Église mentionnée dans la nouvelle loi fondamentale était l'Église orthodoxe dont l'organisation était autocéphale et unitaire (le même article)<sup>23</sup>. La « disparition » de l'Église gréco-catholique de la Constitution préfigurait les événements qui allaient avoir lieu quelques mois plus tard et qui seront traités dans la deuxième partie de cet article.

<sup>19</sup> Document réunissant les informations fournies par un informateur à la police politique.

<sup>20</sup> Association roumaine pour le resserrement des liens avec l'Union soviétique, créée le 12 novembre 1944.

<sup>21</sup> Organisation politique communiste qui réunissait des prêtres de Roumanie, créée le 12 avril 1945, sous la direction de Constantin Burducea.

<sup>22</sup> [http://www.cdep.ro/pls/legis/legis\\_pck.http\\_act\\_text?id=1517](http://www.cdep.ro/pls/legis/legis_pck.http_act_text?id=1517).

<sup>23</sup> [http://www.cdep.ro/pls/legis/legis\\_pck.http\\_act\\_text?id=1574](http://www.cdep.ro/pls/legis/legis_pck.http_act_text?id=1574).



Les communistes ne se sont pas limités aux changements prévus de la loi fondamentale, ils sont passés à la dénonciation du Concordat même par le décret n° 151 du 17 juillet 1948 et des accords subséquents. Les sujets spécifiques de ce document, signé à Rome par le Saint-Siège et l'État roumain en mai 1927 et ratifié en 1929, portaient sur plusieurs aspects : la personnalité juridique (conformément à l'article IX, « les Paroisses, les Archiprêtreries, les Monastères, les Chapitres, les Prévôtés, les Abbayes, les Évêchés, les Métropoles et les autres organisations canoniquement et légalement constituées, sont personnes juridiques, et la pleine propriété de leurs biens, de quelque nature qu'elle soit, est garantie par l'État selon la Constitution du Royaume, à l'Église catholique, représentée par ses légitimes autorités hiérarchiques »<sup>24</sup>), la garantie de la supériorité ou du moins de l'égalité de la religion catholique avec les autres religions (Art. X : « L'Église catholique et ses membres, citoyens roumains, jouiront de la part de l'État d'un traitement qui ne pourra pas être inférieur à celui dont jouissent, selon la Constitution, les autres religions du Royaume »<sup>25</sup>), la constitution d'un patrimoine sacré (Art. XIII : « Un Patrimoine sacré interdiocésain sera constitué avec les titres de rente roumaine, qui appartiennent actuellement aux prébendes des Évêques, des Chanoines, des Curés et aux Séminaires théologiques »<sup>26</sup>). Le Concordat prévoyait aussi des dispositions sur les propriétés de l'Église catholique romaine en Roumanie, la résolution des difficultés d'interprétation du Concordat<sup>27</sup>.

Au début du mois d'août 1948 fut adoptée une autre série de lois qui allait changer l'organisation des cultes religieux de Roumanie. Ainsi le gouvernement a adopté le décret n° 175 concernant la réforme de l'enseignement ; le premier article précisait que « L'enseignement est organisé exclusivement par l'État, ayant des bases démocratiques et réalistes scientifiques. L'enseignement public est laïc » (*Moniteur Officiel de la Roumanie* n° 177/1948 : 6322). Le même décret prévoyait aussi l'abolition des écoles privées et des écoles confessionnelles, spécifiée dans l'article 35 : « Toutes les écoles privées et confessionnelles deviennent des écoles d'État » (*Moniteur Officiel de la Roumanie* n° 177/1948

<sup>24</sup> Concordat entre le Saint-Siège et le royaume de Roumanie, disponible en ligne <http://licodu.cois.it/?p=4421&lang=en>.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> *Ibid.*

: 6324)<sup>28</sup>. L'acte législatif a également affecté tous les cultes religieux, ce qui fait que 2300 écoles primaires, 24 écoles secondaires, 8 écoles ecclésiastiques, 13 séminaires théologiques et un conservatoire ecclésiastique soient fermés ou pris par l'État (Deletant 2001 : 78). La perte des établissements confessionnels a contribué à l'isolement de l'Église gréco-catholique dont les possibilités de manifestation étaient de plus en plus restreintes.

Le même jour a été adopté le décret n° 176 qui stipulait que les écoles confessionnelles étaient supprimées et confisquées par l'État. L'article 1 prévoyait que « tous les biens meubles et immeubles qui ont appartenu aux églises, congrégations, communautés religieuses, associations privées, sans ou avec but lucratif, et, en général, aux particuliers, personnes physiques ou morales (...) passent dans la propriété de l'État » (*Moniteur Officiel de la Roumanie* n° 177/1948 : 6324)<sup>29</sup>.

Le 4 août, les communistes ont adopté le Décret n° 177/1948 relatif au régime général des cultes qui préparait la suppression de l'Église gréco-catholique, car la loi prévoyait non seulement des dispositions concernant la suppression d'un culte religieux, mais aussi la procédure qui permettait aux fidèles de passer à un autre culte. Pour cela, il fallait écarter les évêques uniates de leurs fonctions et l'article 22 de la loi offrait aux communistes cette opportunité. Conformément à cet article, chaque diocèse devait compter 750 000 membres ; l'Église uniате ne comptait que 1 500 000 de fidèles et, par conséquent, il ne lui restait que deux diocèses<sup>30</sup> (*Moniteur Officiel de la Roumanie*, n° 178/1948 : 6393). Conformément à l'article 40 de la même loi, il était interdit aux cultes religieux d'établir des contacts avec des personnes ou institutions hors du pays, sans avoir l'accord du Gouvernement (*Moniteur Officiel de la Roumanie*, n° 178/1948 : 6394). Cette interdiction était surtout destinée aux Églises catholique romaine et gréco-catholique qui avaient dorénavant besoin de l'accord de Petru Groza (premier ministre), Stanciu Stoian (ministre des Cultes) et Ana Pauker (ministre des Affaires Étrangères) pour maintenir le contact avec le Saint-Siège. Ensuite, les autorités n'ont pas perdu le temps et ont immédiatement émis un décret par lequel les évêques Ioan Suci (le 3 septembre), Valeriu Traian Frentiu, Alexandru Rusu et Ioan

---

<sup>28</sup> Traduction de l'auteur.

<sup>29</sup> Traduction de l'auteur.

<sup>30</sup> Conformément au Concordat, les cultes catholique romain et gréco-catholique comptaient chacun cinq diocèses (Ionescu-Gura 2005 : 385).

Balan (le 18 septembre) étaient écartés de leurs sièges. Pour que la situation soit plus claire, par le biais de l'article 41 de la nouvelle loi, les cultes religieux étrangers ne pouvaient plus exercer leur juridiction sur les fidèles se trouvant à l'intérieur de l'État roumain (*Moniteur Officiel de la Roumanie*, n° 178/1948 : 6394).

Le même jour, a été publié dans le *Moniteur Officiel de la Roumanie* le décret n° 178 relatif à l'organisation du Ministère des cultes, suivant lequel cette institution avait le droit de surveiller et de contrôler pour garantir l'exercice de la liberté de conscience et de la liberté religieuse (Art. 1); pouvait surveiller et contrôler l'activité de toutes les religions et de leurs lieux de culte (Art. 3, lettre a) et, dans le même temps, avait le droit de nommer des délégués auprès des institutions religieuses et de leurs lieux de culte (Art. 4), le droit de suspendre ou d'annuler toute décision ou mesure administrative, culturelle, éducative, philanthropique qui serait contraire aux statuts d'organisation des cultes, à l'ordre public, aux lois d'administration et de sécurité générale de l'État (Art. 5). L'activité de surveillance et de contrôle revenait donc aux délégués du Ministère roumain des cultes, qui avaient aussi à leur charge des communautés où il y avait des fidèles uniates : ils devaient savoir quelles étaient les églises fréquentées par ceux-ci, s'ils gardaient le contact avec des prêtres qui avaient refusé l'orthodoxie ou avec des prêtres catholiques (*Ibid.* : 6396)<sup>31</sup>.

Après cette *avalanche* législative, à partir du 27 septembre, des membres de la *Securitate* ont pris des mesures pour convaincre les prêtres et les fidèles uniates de passer à l'orthodoxie. Dans ce but, le clergé reçut des promesses d'augmentation des salaires, fut aussi terrorisé ou menacé de destitution (Ploscaru 1993 : 3). Les agents de la police politique ont aussi constitué des comités d'initiative (formés par des prêtres uniates, favorables au gouvernement Groza, ou de membres du Parti ouvrier roumain<sup>32</sup> dont le but était de convaincre les habitants des villages gréco-catholiques d'accepter l'orthodoxie. Le 26 septembre, ces comités ont commencé leur activité. Pour que le processus de *réintégration* religieuse soit plus rapide, le Ministère des cultes a émis un communiqué (publié le 6 octobre) qui rappelait aux autorités

<sup>31</sup> Traduction de l'auteur.

<sup>32</sup> Le Parti ouvrier roumain (en roumain : *Partidul Muncitoresc Român*) est devenu le parti unique au pouvoir en 1948 après l'élimination des autres partis politiques : le Parti national paysan, le Parti national libéral. En février 1948, eut lieu la fusion entre le Parti social démocrate et le Parti communiste roumain dont le résultat fut la création du Parti ouvrier roumain.

locales les méthodes qu'elles devaient mettre en place pour supprimer l'Église gréco-catholique (Scînteia 1948 : 3). Par conséquent, les autorités ont mis la pression sur l'activité des comités dont les membres étaient le prêtre (converti), le maire, le notaire, le chef du poste de gendarmes. Ainsi, au cours du mois de septembre, les prêtres uniates reçurent du Ministère des cultes un formulaire pour désigner deux représentants qui devaient participer à l'Assemblée de Cluj où ils allaient « voter », par la suite, le retour au sein de l'Église orthodoxe (Bucur & Stan 2005 : 37). Beaucoup de clercs furent *invités* à la préfecture pour signer leur adhésion à l'orthodoxie. Il paraît que durant ces jours à peu près 430 prêtres uniates s'étaient convertis à l'orthodoxie, ce qui représentait environ 25% de la totalité des prêtres gréco-catholiques<sup>33</sup>.

Le pas suivant a été l'organisation de l'Assemblée de Cluj (le 1<sup>er</sup> octobre 1948). Les 38 délégués présents à Cluj ont signé la Proclamation d'union des fidèles gréco-catholiques avec l'Église orthodoxe roumaine, ainsi qu'un Appel demandant à leurs fidèles de se joindre aux frères orthodoxes (Vasile 2003 : 144). Comme cette Proclamation devait être présentée au Saint Synode de l'Église orthodoxe roumaine et au patriarche Justinien Marina, les délégués (il en restait 36<sup>34</sup>) durent partir vers la capitale, non sans être surveillés par 25 agents de milice vêtus en civil (Archives Nationales de Roumanie, dossier n° 128/1948 : 164). Grâce à la « vigilance » des autorités, le 3 octobre 1948 le Synode Permanent a voté la « réintégration » du clergé et des fidèles gréco-catholiques dans l'Église orthodoxe roumaine. Et pour terminer en ce qui concerne l'Assemblée de Cluj, il est nécessaire de mentionner qu'après la consultation des documents d'archive, on pourrait dire que les autorités communistes, de même que l'Église orthodoxe roumaine, ont affirmé que celle-ci a été un acte volontaire de réunification des deux Églises. En revanche, les uniates considèrent la Proclamation de Cluj comme la décision de quelques personnes particulières qui n'impliquait pas le reste des fidèles de cette communauté.

En effet, et contrairement aux déclarations du pouvoir, l'Assemblée de Cluj n'a pas eu lieu à l'initiative du clergé uniате ; l'un des prêtres qui y avait participé avait justement révélé qu'ils « avaient été enlevés par les agents de la milice et transportés à Cluj. La salle du Congrès était surveillée par la milice » (Vasile 2003 : 144). À son tour, le prêtre Eugen Sarbu du village de

<sup>33</sup> [http://ebooks.unibuc.ro/istorie/religie/unificarea%20bisericii.htm#\\_edn13](http://ebooks.unibuc.ro/istorie/religie/unificarea%20bisericii.htm#_edn13).

<sup>34</sup> Après la fuite des deux prêtres (Vasile 2003 : 15).



Bord-département de Tarnava Mica a dévoilé de nouvelles informations sur les préparatifs de l'union religieuse : un dimanche matin, le maire, qui était membre du Parti ouvrier roumain, rassembla les habitants et commença à lire une liste « qui comprenait tous les noms des villageois, mais aussi la situation de l'ensemencement<sup>35</sup> (...) ; la dernière rubrique [de cette liste] était destinée aux signatures. Le maire a dit : « Ceux qui ont semencé doivent signer ». Après avoir signé la liste, il leur dit que désormais ils étaient orthodoxes. Cela voulait dire qu'ils avaient signé pour « revenir » à l'orthodoxie » (Vasile 2003 : 151-152). De plus, il a précisé : « et le prêtre, s'il veut encore rester dans le village, qu'il officie la messe tout en respectant le rite orthodoxe (Vasile 2003 : 152)<sup>36</sup>.

La réaction des évêques uniates envers les prêtres participants à l'Assemblée de Cluj fut par ailleurs dure et rapide : ceux-ci furent excommuniés. Ce qui signifiait concrètement qu'il était dorénavant interdit aux fidèles de fréquenter les églises où les prêtres convertis célébraient la messe, et qu'en même temps, le clergé qui avait refusé « l'union » confessionnelle n'avait pas la permission de célébrer l'office divin avec ceux qui avaient opté pour l'Église orthodoxe. Toujours est-il que le 21 octobre 1948, eut lieu à Alba Iulia la Grande assemblée ecclésiastique qui consacrait officiellement la « réintégration confessionnelle » de l'Église gréco-catholique dans l'Église orthodoxe. Les participants à l'événement ont adopté une motion qui prévoyait « la cessation définitive de toute relation avec le Vatican et la Rome papale, et la réintégration de tout notre cœur dans l'Église orthodoxe roumaine » (Damsa 1994 : 248). Selon les documents de la Securitate, il y a eu « plus de 1000 anciens prêtres gréco-catholiques et plus de 200 000 fidèles, qui étaient les délégués des paroisses revenus à l'orthodoxie (ACNSAS, dossier n° 13139 : 60)<sup>37</sup>.

Il faut toutefois noter que certains parmi le clergé ont continué à pratiquer le culte gréco-catholique sous différentes formes et de manière plus ou moins clandestine. Ceux qui se sont ouvertement déclarés contre l'union confessionnelle ont été arrêtés par les autorités ; ainsi les évêques Ioan Suci, Iuliu Hossu, Valeriu Traian Frențiu, Alexandru Rusu, Ioan Bălan et Vasile Aftenie, furent arrêtés entre le 27 et le 29 octobre, pour être transférés à

---

<sup>35</sup> Travaux agricoles réalisés chaque printemps et automne.

<sup>36</sup> Traduction de l'auteur.

<sup>37</sup> Traduction de l'auteur.

Dragoslavele, au monastère Căldărușani avant d'être finalement incarcérés à la prison de Sighet. La plupart d'entre eux ne survécurent pas aux conditions de leur incarcération ou décédèrent en résidence surveillée.

Aux yeux des fidèles et des prêtres uniates, l'attitude des évêques qui n'ont pas cédé aux pressions du pouvoir fournit une dimension martyrologique à l'Église gréco-catholique (Mahieu : 104) — une ampleur qu'elle n'avait jamais connue au cours de son histoire.

Concernant les prêtres qui choisirent de signer le document mentionné, il est difficile d'identifier les raisons réelles de leur passage à l'orthodoxie. Il se pourrait toutefois, en tenant compte du fait que la plupart du clergé gréco-catholique était marié, qu'ils aient eu peur que leurs familles ne soient aussi victimes de la répression du régime communiste, ou qu'ils ne soient pas incarcérés ou déportés dans les camps de concentration ou séparés de leurs épouses ou enfants<sup>38</sup>. D'autres causes auraient pu être la maltraitance ou la falsification des signatures<sup>39</sup> (la conversion à l'orthodoxie se faisait par signature).

L'acte d'abolition définitive de l'Église gréco-catholique eut enfin lieu le 1<sup>er</sup> décembre 1948, quand, par le décret n° 358, l'État la supprima au plan juridique. Ses biens devaient aussi se trouver confisqués. L'Église uniате n'allait plus exister en tant qu'institution pour plus de 40 ans<sup>40</sup>. Le régime juridique des biens paroissiaux des cultes religieux, établi par le décret 177/1948 (Art. 37), prévoyait effectivement qu'en cas de passage des membres d'un culte à un autre, leurs biens seraient transférés dans le patrimoine du culte d'accueil. Ainsi passa au patrimoine de l'Église orthodoxe celui de l'Église uniате. À ce dernier sujet, les dispositions du décret n° 358/1948 furent très claires :

« Art. 1. Suite à la réintégration dans le culte orthodoxe roumain des communautés locales (paroisses) du culte gréco-catholique et conformément à l'Art. 13 du Décret n° 177 de 1948, les organisations centrales et statutaires de ce culte : métropole, évêchés, chapitres, ordres, associations, congrégations, archiprêtres, monastères, fondations,

<sup>38</sup> [http://ebooks.unibuc.ro/istorie/religie/unificarea%20bisericii.htm#\\_edn13](http://ebooks.unibuc.ro/istorie/religie/unificarea%20bisericii.htm#_edn13).

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> 1989 est l'année qui a marqué la chute du régime communiste en Roumanie. Par le décret-loi n° 9 du 31 décembre, le décret n° 358/1948 est abrogé, tandis que l'Église gréco-catholique est officiellement reconnue. Voir <http://www.culte.gov.ro/biserica-romn-unita-cu-roma-greco-catoli>

associations, ainsi que toute autre institution et organisation de n'importe quelle nature ou nom, cessent d'exister.

Art. 2. Les biens meubles et les immeubles appartenant aux organisations et aux institutions mentionnées à l'Art. 1 du présent décret, à l'exception expresse des biens des anciennes paroisses, reviennent à l'État roumain, qui les prendra aussitôt en possession. Une commission interministérielle, formée par des délégués des ministères des Cultes, des Finances, des Affaires Intérieures et de l'Agriculture, des Domaines et de l'Instruction publique, décidera de la destination de ces biens (autres que ceux paroissiaux) ; elle pourra en attribuer une partie à l'Église orthodoxe roumaine ou aux autres parties constitutives » (La métropole orthodoxe roumaine de Cluj, d'Alba, de Crișana et de Maramures 2006 : 9-10).

Pour mettre en œuvre les prévisions du décret mentionné, le 27 décembre 1948 est émise la décision n° 719/1948 du Conseil des ministres, conformément à laquelle « on mettait en œuvre les prévisions de l'Art. 2 du Décret 358/1948, établissant la situation juridique des autres biens ayant appartenu au culte gréco-catholique » (La métropole orthodoxe roumaine de Cluj, d'Alba, de Crișana et de Maramures 2006 : 10). Par la suite, les cathédrales, les églises, les chapelles et les édifices affectés au culte divin, les monastères et les ermitages avec leurs cours et terrains environnants, étaient attribués par l'État à l'Église orthodoxe roumaine ou à ses différentes parties constitutives sur le territoire desquelles se trouvaient ces biens (La métropole orthodoxe roumaine de Cluj, d'Alba, de Crișana et de Maramures 2006 : 10). Ainsi, l'Église orthodoxe *gagnait* plus d'un million et demi de fidèles et 1725 lieux de culte (Oprea 2003 : 11).

### **Les réactions du clergé et des fidèles uniates face à la perte de leur Église et l'attitude de la hiérarchie orthodoxe**

Après la suppression de l'Église gréco-catholique, les fidèles se sont retrouvés devant le choix de fréquenter soit l'Église orthodoxe soit l'Église catholique romaine. Selon des documents de la *Securitate*, il y a eu certains qui ont choisi l'Église catholique romaine suite à l'influence de ses prélats

(Ciuceanu, Paiusan 2001 : 86), ce qui pourrait être considéré comme une forme de contestation des liens de l'Église orthodoxe avec le régime communiste par les fidèles uniates. Pour d'autres (on n'a pas de chiffres dans ce sens), la proximité géographique et la personnalité des prêtres ont été les plus importants critères de leur choix. En général, le simple fidèle est assez peu intéressé si pendant la messe on mentionne le pape de Rome ou le patriarche. Les gens ordinaires s'intéressent plutôt au baptême, aux noces, aux autres Saints Sacrements, aux funérailles, qui sont proches de leur vie quotidienne et qu'ils peuvent comprendre facilement. Il faut aussi mentionner ceux qui n'ont fréquenté aucune institution religieuse jusqu'en 1989 à cause de leurs convictions politiques ou à cause de leur manque d'intérêt.

L'un des désavantages de l'Église gréco-catholique vis-à-vis de l'Église orthodoxe a été la présence de certains fidèles, des paysans pour la plupart, qui étaient souvent analphabètes ou dépourvus de tout enseignement sur le dogme et, par cela, incapables de faire la subtile différence entre la foi orthodoxe et celle gréco-catholique (ANIC, fonds du Ministère des Cultes et des Arts dossier n° 15/1953 : 5). Que le Saint Esprit procède du Père et du Fils ou uniquement du Fils, cela importait peu ; ce qui comptait d'abord c'étaient les relations étroites entre le prêtre et ses paroissiens. De plus, la liturgie étant pareille dans les deux Églises, il était difficile pour les paysans de distinguer les différences entre l'orthodoxie et le gréco-catholicisme.

Selon les documents d'archive, le clergé converti à l'orthodoxie était partagé en trois catégories : des prêtres favorables à l'unification (60%), des prêtres passifs (35%), des prêtres contre l'unification (5%). On ne sait pas dans quelle mesure ces chiffres sont corrects, mais, aux yeux de la *Securitate*, ils avaient le rôle de démontrer que la plupart du clergé uniate avait accepté de se convertir à l'orthodoxie. Conformément à la même source, si en 1948 il y avait 1213 prêtres convertis et 489 qui avaient refusé d'adhérer à l'Église orthodoxe roumaine (au total, 1702 clercs), en 1954 les chiffres se sont modifiés : ainsi, il y avait 872 prêtres convertis et 717 faisant partie de l'autre catégorie (ANIC, fonds du Ministère des Cultes et des Arts dossier n° 15/1953 : 6). Cette situation pourrait être expliquée par l'ampleur prise par le phénomène d'abjuration (les prêtres décidaient de renier leur conversion à l'orthodoxie) surtout à partir de 1949. Bon nombre de prêtres ont décidé de continuer leur mission pastorale en clandestinité. Leur résistance ferme face aux actions du régime a été rendue possible grâce à l'attitude des évêques



uniates qui n'ont pas cédé aux pressions du régime et aux fidèles qui leur ont demandé de ne pas signer « les listes du diable »<sup>41</sup> (Vasile 2003 : 222-223).

Il reste encore à rappeler qu'en général, les fidèles se rencontraient lors des messes clandestines célébrées dans une maison, en cachette. Des rencontres clandestines s'effectuaient aussi pour des cours de catéchèse livrés à des candidats à l'ordination par des prêtres qui avaient échappé à l'arrestation. Tout cela relevait d'initiatives personnelles et autonomes et se passait en l'absence de toute hiérarchie officielle de l'Église. C'est cette résistance d'une partie des fidèles qui a assuré la survie de la confession en clandestinité, en dépit de la répression quasiment systématique des autorités communistes. Dépourvue de l'appui d'une institution ecclésiastique roumaine ou occidentale, l'Église gréco-catholique s'est retrouvée dans l'impossibilité d'établir le moindre contact avec d'autres institutions de culte. En l'absence de sa hiérarchie, l'Église uniata n'a pas pu contester le régime en tant qu'institution ; en revanche, ceux parmi elle qui ont exprimé leur refus par rapport aux décisions des communistes ont été les fidèles qui ont défendu leur croyance à tout prix.

En ce qui concerne l'Église orthodoxe roumaine, il faut certes prendre en compte le fait qu'il y a eu des hiérarques qui n'ont pas du tout été d'accord avec le processus de « réintégration » confessionnelle, en dépit de la position officielle de leur Église. Il reste que l'appui donné par cette dernière à la suppression de l'Église uniata est incontestable. L'Église orthodoxe n'a pas seulement pesé de tout son poids pour la réalisation de l'unification confessionnelle, elle a aussi contribué à la consolidation de ce processus. Quand, au 1<sup>er</sup> décembre 1948, l'Église gréco-catholique disparut en tant qu'institution, et qu'une grande partie de ses fidèles a continué à pratiquer sa croyance de manière clandestine, la hiérarchie orthodoxe chercha à mettre fin à ces pratiques et à assurer la « réussite » de l'unification. Les hiérarques envoyèrent des livres de culte aux anciennes paroisses uniates (ANIC, dossier no 171/1950 : 1) et commencèrent à visiter les diocèses comprenant des fidèles gréco-catholiques pour « expliquer » aux gens le but de la « réintégration » confessionnelle. On peut citer l'exemple du patriarche Justinien Marina qui visita à la fin de l'année 1949 toutes les éparchies de Transylvanie, Banat et Crisana et qui prit d'autres mesures pour « la défense de l'Orthodoxie contre l'assaut millénaire de la papauté » (Sarbu 1951 : 80) : « la suppression du

---

<sup>41</sup> Les listes de conversion à l'orthodoxie.

culte du sacré cœur et l'élimination de toutes les innovations et superstitions que les catholiques romains avaient adoptées seulement pour être différents des orthodoxes » (Sarbu 1951 : 80).

Du point de vue de l'Église orthodoxe, la « réintégration » des uniates était naturelle et légitime, car elle mettait fin à l'union de 1701 avec Rome. L'un des arguments les plus utilisés par les hiérarques orthodoxes fut celui de la nécessaire « unification » des deux Églises roumaines de rite byzantin et séparées lors de cette union, comme il en fut partout ailleurs dans l'Europe de l'Est et au Moyen-Orient. Mais la collaboration de l'Église orthodoxe avec les autorités communistes peut aussi être expliquée par les expériences dévastatrices que l'Église orthodoxe russe avait elle-même traversées et qui étaient très bien connues par les hiérarques roumains<sup>42</sup>. Depuis le début des années 20, le clergé orthodoxe de Roumanie était en effet extrêmement inquiet par rapport aux événements qui avaient lieu dans l'Union Soviétique. Celui-ci craignait qu'en cas d'expansion de l'URSS, l'Église orthodoxe roumaine subisse le même « sort » que l'institution religieuse russe. Les hiérarques roumains n'avaient pas oublié les atrocités subies par les fidèles, leur clergé et leurs métropolites et évêques qui, à partir du 1917, ont été persécutés sans cesse. Lors de l'adoption du décret sur la séparation de l'Église et de l'État du 23 janvier 1918, les bolchéviques avaient en effet pris des mesures anticléricales qui furent mises en pratique après 1945 dans tous les pays satellites de l'Union Soviétique (Banica 2007 : 108). Ainsi, les monastères furent supprimés, de même que les séminaires et les facultés de théologie, et l'impression de publications religieuses (y compris les livres de culte) fut interdite (*Ibid.* : loc. cit.). En outre, le 26 février 1922, le décret sur la confiscation des biens d'église a été publié (*Ibid.* : loc. cit.). C'est d'ailleurs dans ce contexte que l'Église « vivante » est apparue.

Et c'est sans doute pour cette raison que les clercs et hiérarques roumains, qui ne partageaient pas l'enthousiasme du pouvoir communiste quant à l'unification des deux Églises, ont préféré agir dans l'ombre, sans rendre publique leur attitude négative au sujet de la situation de l'Église gréco-catholique. Les déclarations de l'évêque de Cluj Nicolae Colan dévoilent bien cette attitude qui permettait la cohabitation tant bien que mal avec

---

<sup>42</sup> Le 15 août 1941, le maréchal Ion Antonescu, le président du Conseil des Ministres et dirigeant de la Roumanie de l'époque, a fondé la Mission orthodoxe roumaine pour la Transnistrie, qui bénéficia de la participation de plusieurs hiérarques roumains (Deletant 2008 : 182).

le régime communiste. Après avoir appris la nouvelle sur l'Assemblée de Cluj, celui-ci n'avait-il pas déclaré qu'« il était content que cette unification ait été réalisée seulement par le régime politique et non par l'Église, car l'Église ne possède pas des moyens de coercition là où il serait nécessaire » (ACNSAS, Microfilm : 108)<sup>43</sup>. À son avis, ce n'était pas l'Église orthodoxe qui s'était retrouvée à la tête du processus d'unification confessionnelle, mais les autorités communistes, qui avaient le pouvoir d'agir même s'il était question d'enfreindre l'une des libertés prévues par la Constitution adoptée la même année, la liberté religieuse. Aussi et selon les autorités communistes, l'évêque de Cluj ne soutenait pas l'activité des prêtres orthodoxes envoyés par la patriarchie en Transylvanie pour remplacer les clercs uniates qui avaient refusé l'orthodoxie et qui avaient démissionné de leurs postes (ANIC, dossier n° 130/1948 : 46).

La même attitude fut suivie encore par l'évêque d'Oradea Nicolae Popovici qui connaissait lui aussi les suites de l'unification des deux Églises, notamment que la plupart des prêtres gréco-catholiques convertis à l'orthodoxie continuaient à célébrer la messe en secret, surtout pendant la nuit, et à prononcer la profession de foi au nom du pape de Rome (ACNSAS, dossier n° 235974/vol. 2 : 10). En dépit de ses convictions personnelles, l'évêque devait prôner aux fidèles des avantages issus de la suppression de l'Église gréco-catholique. Il en fut ainsi, pendant l'été de 1949, quand le hiérarque, qui se trouvait à Ieud-Maramures, a déclaré que « l'unification avait été réalisée pour l'union de tous les Roumains, pour empêcher les autres<sup>44</sup> de gouverner le pays et pour assurer le gouvernement des Roumains sur leur pays » (ACNSAS, dossier n° 235974/vol. 1 : 10). Similaire fut par ailleurs le comportement du métropolite Sebastian Rusan qui, d'un côté, envoyait des documents officiels aux paroisses pour exprimer la « victoire » de l'unification, et de l'autre, ne faisait rien pour appuyer ce processus : ce qui causait des soucis au pouvoir communiste qui considérait que le manque d'action du hiérarque mettait en danger le résultat de leur efforts (ACNSAS, dossier n° 2193 : 3).

---

<sup>43</sup> Traduction de l'auteur.

<sup>44</sup> Probablement, le hiérarque fait référence aux immixtions des États considérés comme « impérialistes » par la propagande du régime communiste ; dans ce cas, il s'agissait du Vatican et de ses liens en Roumanie.

Il est clair que l'unification des deux Églises n'était, aux yeux de certains clercs, comme c'était le cas du vicaire de la Métropole de Banat, Ion Crăciunel, qu'une « sinistre parodie », (Vasile 2003 : 197) un « acte de barbarie » (ANIC, dossier n° 18/1948 : 2)<sup>45</sup> : un avis partagé d'ailleurs par des fidèles gréco-catholiques, formellement convertis à l'orthodoxie. Ainsi le professeur Alexandru Filipascu<sup>46</sup>, qui soutenait que l'évêque de Cluj savait que la plupart des prêtres uniates avaient choisi formellement l'Église orthodoxe, et leur tolérait une activité « underground » (clandestine), à condition qu'ils pratiquent leur croyance d'une manière discrète (Enache, Petcu 2001 : 130). Selon la source « Zamfir Pană », qui signait la note informative du 19 septembre 1950<sup>47</sup>, le professeur avait déclaré que l'union n'avait été réalisée ni par l'Église orthodoxe, ni par le patriarche Justinien, mais par les communistes, « c'est pour cela qu'elle ne durera pas plus longtemps que le gouvernement communiste » (Enache, Petcu 2001 : 130)<sup>48</sup>. Ajoutons, pour terminer, conformément à une autre note informative du 11 novembre 1948 (ANIC, dossier n° 124/1948 : 188), qu'il y a eu même des prêtres orthodoxes qui ont refusé de s'impliquer dans la saisie des églises uniates. Ce fut le cas du protopope Florea Muresan de Cluj qui n'a pas voulu prendre en charge la cathédrale gréco-catholique de la ville et qui fut, par conséquent, arrêté par les autorités ; l'évêché et la cathédrale furent alors confiées à une commission formée par de « nouveaux » orthodoxes (des gréco-catholiques convertis à l'orthodoxie), un délégué de la préfecture et un autre de la mairie, aucun prêtre orthodoxe n'ayant voulu faire partie de ce groupe (ANIC, dossier n° 124/1948 : 188). Car, pour consolider la « réunification » des deux Églises, les autorités communistes avaient même considéré comme nécessaire l'intégration du clergé converti dans la hiérarchie de l'Église orthodoxe. Ce fut le cas par exemple du vicaire de l'évêché de Maramures, Andrei Coman, et celui de l'ancien prêtre uniате Teofil Herineanu, nommé évêque de Roman et Husi. Les motifs de ces nominations étaient de toute évidence purement politique, vu que le pouvoir avait besoin d'alliés fidèles pour contribuer à la consolidation de l'unification confessionnelle. Il faut néanmoins savoir que cette stratégie n'a pas toujours porté ses fruits. À titre d'exemple et en ce qui concerne Teofil Herineanu même, son activité

---

<sup>45</sup> Traduction de l'auteur.

<sup>46</sup> Professeur à l'Institut théologique universitaire de Cluj, gréco-catholique formellement converti à l'orthodoxie.

<sup>47</sup> La source désignait la personne qui fournissait des informations aux officiers de la *Securitate*.

<sup>48</sup> Traduction de l'auteur.



fut souvent critiquée par les agents de la police politique, qui n'hésitaient pas à mettre en évidence ses « fautes » ou ses « provocations » à l'adresse du régime, comme en témoignent ses dossiers de l'Archive du conseil national pour l'étude des archives de la *Securitate* qui contiennent de nombreuses notes informatives sur ses relations avec des prêtres convertis à l'orthodoxie et sur les aides financières qu'il accordait aux familles des prêtres arrêtés par les organes de la *Securitate* (ACNSAS, dossier n° 259360/vol 1 : 40).

Toujours est-il que la suppression de l'Église gréco-catholique a apporté à l'Église orthodoxe des avantages qui ne doivent être guère considérés comme négligeables : l'augmentation du nombre des fidèles et du nombre des églises. Cependant et dans le même temps, elle a donné naissance à des problèmes que la hiérarchie orthodoxe n'avait pas connus auparavant. Parmi ceux-ci on peut mentionner les conflits issus des efforts d'intégrer les nouveaux fidèles à l'Église, la nécessité d'envoyer des prêtres orthodoxes dans les régions concernées et les problèmes qui en découlaient (par exemple, les altercations entre les prêtres gréco-catholiques convertis et le clergé orthodoxe). Il semble que le patriarche en personne aurait exprimé son regret par rapport à la situation créée, car l'Église orthodoxe n'était pas du tout préparée à « accueillir » le clergé uniaste qui était assez nombreux (ANIC, dossier n° 130/1948 : 1). C'est sans compter les abus du pouvoir communiste auxquels l'institution religieuse majoritaire de la République populaire roumaine devait, à son tour, faire face. L'Église orthodoxe roumaine ne pouvait pas annihiler l'Église uniaste, car elle ne disposait pas de troupes de la *Securitate*, de gendarmes ou d'autres moyens répressifs (Vasile 2005 : 206). Son but n'était pas d'éliminer les ennemis se trouvant à l'intérieur du pays, qui, conformément aux autorités communistes, maintenaient des contacts avec « l'ennemi » extérieur de la Roumanie, à savoir le Vatican. La suppression de l'Église gréco-catholique fut l'œuvre du régime communiste, sous les directives de Moscou. Il reste que l'Église orthodoxe roumaine ait été entraînée à prendre part, bon gré mal gré, à des événements violents et douloureux, ceux qui frappèrent l'Église gréco-catholique vers la fin des années 1940.

Octobre 2014

## BIBLIOGRAPHIE

### Archives

I. Archives nationales de Roumanie (*Arhivele Nationale ale Romaniei* – ANIC)

Fonds Direction générale de la police : dossiers n° 124/1948, 128/1948, 130/1948

Fonds du Comité Central du Parti Communiste Roumain, Section Administrative-Politique, dossiers n° 18/1948

Fonds Ministère des cultes et des arts – Direction d'études : dossiers n° 171/1950, 15/1953.

II. Archive du Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate (*Consiliul*

*National pentru Studierea Arhivelor Securitatii* – CNSAS)

Fonds « Informatif » : dossier n° 259360 / vol. 1

Fonds « Documentaire » : dossiers n°13139/vol. 2 ; n° 235974/vol. 1, vol. 2

Microfilm 32609

III. *Moniteur officiel de la Roumanie* (*Monitorul Oficial al Romaniei* – MO)

MO, Partie I, n° 177, 3 août 1948

MO, Partie I, n° 178, 4 août 1948

## Publications

- BANICA M., 2007, *Biserica Ortodoxa Romana, stat si societate in anii '30.* (Église orthodoxe roumaine, état et société dans les années '30), Polirom, 268 p.
- BUCUR M. & STAN L., 2005, *Persecutia Bisericii Catolice in Romania. Documente din Arhiva Europei Libere 1948-1960* (La persécution de l'Église catholique en Roumanie. Documents de l'archive de l'Europe Libre : 1948-1960), Galaxia Gutenberg, 259 p.
- CIUCEANU R., PAIUSAN C., 2001, *Biserica Ortodoxă Română sub regimul comunist* (L'Église orthodoxe roumaine sous le régime communiste), vol. I (1945-1958), Bucarest, INST, 363 p.
- DAMSA T., 1994, *Biserica Greco-Catolică din România în perspectivă istorică* (L'Église gréco-catholique de Roumanie dans une perspective historique), Timișoara, Editura de Vest, 316 p.
- DELETANT D., 2001, *Teroarea comunista in Romania. Gheorghiu-Dej si statul politienesc, 1948-1965* (La terreur communiste en Roumanie. Gheorghiu-Dej et l'État policier, 1948-1965), traduit par Lucian Leustean, Iasi, Polirom, 272 p.
- DELETANT, 2008, *Aliatul uitat al lui Hitler. Ion Antonescu și regimul său* (L'allié oublié d'Hitler : Ion Antonescu et son régime 1940-1944), traduit par Delia Răzdolescu, Humanitas, Bucarest, 400 p.
- ENACHE G., PETCU A. N., 2001, « Biserica Ortodoxe Romana si Securitatea. Note de lectura » (L'Église Orthodoxe Roumaine et la Securitate. Notes de lecture), in *Totalitarism și rezistență, teroare și represiune în România comunistă* (Totalitarisme et résistance, terreur et répression en Roumanie communiste), Bucarest, Conseil National pour les Études des Archives de la Securitate, éd. Onisoru Gh., 320 p. (disponible en ligne <http://www.cnsas.ro/documente/publicatii/Totalitarism%20si%20rezistenta.pdf>).
- GILLET O., 1997, « L'histoire de la Transylvanie : le différend historiographique hungaro-roumain », *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 75, fasc. 2, Histoire médiévale, moderne et contemporaine - Middeleeuwse, moderne en hedendaagse geschiedenis, pp. 457-485 (disponible en ligne [http://www.persee.fr/docAsPDF/rbph\\_0035-0818\\_1997\\_num\\_75\\_2\\_4180.pdf](http://www.persee.fr/docAsPDF/rbph_0035-0818_1997_num_75_2_4180.pdf)).

- IONESCU-GURA N., 2005, *Stalinizarea României. Republica Populară Română: 1948-1950. Transformări instituționale* (La stalinisation de la Roumanie. République Populaire de Roumanie : 1948-1950. Transformations institutionnelles), Bucarest, éd. All, 576 p.
- LA MÉTROPOLE DE CLUJ, D'ALBA, DE CRISANA ET DE MARAMURES, 2006, *Les relations actuelles entre les orthodoxes et les gréco-catholiques en Roumanie*, Cluj, éd. Renasterea, 78 p., (disponible en ligne [http://patriarhia.deveu.com/\\_upload/relatii\\_externe/relatiile\\_greco\\_catolice\\_cu\\_ort\\_franceza.pdf](http://patriarhia.deveu.com/_upload/relatii_externe/relatiile_greco_catolice_cu_ort_franceza.pdf)).
- MAHIEU S., 2004, « Une Église dissidente ? L'Église gréco-catholique roumaine pendant la période communiste (1948-1989) », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest, Religions, identité et territoires*, vol. 35, n° 4, pp. 93-126 (disponible en ligne [http://www.persee.fr/doc/AsPDF/receo\\_0338-0599\\_2004\\_num\\_35\\_4\\_1679.pdf](http://www.persee.fr/doc/AsPDF/receo_0338-0599_2004_num_35_4_1679.pdf)).
- OPREA M., 2003, « Préface », in Vasile C., *Istoria Bisericii Greco-Catolice sub regimul comunist: 1945-1989 : documente si marturii* (Histoire de l'Église gréco-catholique sous le régime communiste, 1945-1989 : documents et témoignages), Iasi, Polirom, 209 p.
- PLOSCARU I., 1993, *Lanturi si teroare* (Chaînes et terreur), Timisoara, éd. Signata, 360 p.
- SARBU G. E., 1951, « Importanța canonică și pastorală a vizitei I.P.S. Patriarh Justinian în Eparhiile din Ardeal » (L'importance canonique et pastorale de la visite), *Glasul Bisericii*, n° 6-7.
- SCÎNTEIA, III<sup>ème</sup> série, année XVIII, n° 1242, Mercredi, 6 octobre 1948.
- TISMANEANU V., 2005, *Stalinism pentru eternitate – o istorie politica a comunismului romanesc* (Stalinisme pour l'éternité – une histoire du communisme roumain, Iasi, Polirom, 456 p.
- VASILE C., 2003, *Între Vatican si Kremlin. Biserica Greco-Catolică în timpul regimului comunist* (Entre Vatican et Kremlin. L'Église uniate pendant le régime communiste), Bucarest, Curtea Veche, Coll. Istoria Timpului Present, 381 p.
- VASILE, 2005, *Biserica Ortodoxă Română în primul deceniu comunist* (L'Église orthodoxe roumaine pendant la première décennie communiste), Bucarest, Curtea Veche, 290 p.



VASILE, 2009, « Propaganda and Culture in Romania at the Beginning of the Communist Regime », in *Stalinism revisited. The Establishment of Communist Regimes in East-Central Europe*, Vladimir Tismaneanu, Budapest-New York, Central European University Press, 20 p.